

Ils se mobilisent «pour évacuer les camps» de réfugiés des îles grecques

Une centaine de personnes ont manifesté hier après-midi dans la capitale pour «évacuer immédiatement tous les réfugiés des îles grecques et faire place à un accueil à travers l'Europe».

De notre journaliste G. Ch.

We have space («Nous avons de la place»), «Open the camps» («Ouvrez les camps»), «No more Moria» («Plus jamais Moria»), «Evacuate Moria» («Évacuez Moria»): ces slogans ont été portés hier par des manifestants au Knuedler, sur la place d'Armes, sur le parvis de la gare et dans le parc Pescatore. Une centaine de personnes se sont réunies hier en fin d'après-midi aux quatre coins de la capitale à l'appel des associations Passerell, ASTI, l'ASBL Ryse, Catch a Smile et Lëtz Rise Up. Et la centaine de manifestants du Grand-Duché n'était pas seule puisque des personnes se sont également réunies à Berlin, Varsovie, Madrid, Paris, Copenhague, Lisbonne, Porto, Prague... Tous - ils étaient notamment 5000 à Berlin selon la police - ont répondu à l'initiative d'«Europe must act» pour demander «l'évacuation totale et immé-

diante des camps de Lesbos, Samos, Chios, Cos et Leros (NDLR: les îles grecques)».

Le Luxembourg «doit aller plus loin»

«Le camp de Moria était plus qu'un camp surpeuplé et dangereux, il avait été un élément central de la politique migratoire brutale de l'UE, expliquent les associations organisatrices de l'événement d'hier. Il était devenu un symbole de la manière dont l'Europe traite les personnes en déplacement. L'incendie de Moria était tout aussi horrible que prévisible. La souffrance des personnes qui ont fui l'incendie est insupportable et elle s'aggrave d'heure en heure, à moins que nous n'intervenions. C'est pourquoi nous appelons tous les gouvernements européens à agir maintenant. Nous exigeons d'évacuer immédiatement tous les réfugiés des îles grecques et de faire place à un accueil à travers l'Europe.» Pour rappel, quelque 12 700 personnes se sont retrouvées sans abri après les incendies qui ont détruit le

UE: une réforme de l'asile attendue

Les jours du règlement européen Dublin III, qui confie la responsabilité des demandes d'asile d'entrée des migrants dans l'Union européenne, sont comptés. En tout cas, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a prôné son abolition la semaine dernière en annonçant que l'exécutif européen allait présenter mercredi sa proposition de réforme de la politique migratoire dans l'UE, très attendue et plusieurs fois repoussée. Le débat sur le manque de solidarité entre pays européens a été relancé par

l'incendie du camp de Moria sur l'île grecque de Lesbos. «Au cœur (de la réforme) il y a un engagement pour un système plus européen», a déclaré Ursula von der Leyen devant le Parlement européen mercredi dernier. «Je peux annoncer que nous allons abolir le règlement de Dublin et le remplacer par un nouveau système européen de gouvernance de la migration, a poursuivi Ursula von der Leyen. Il y aura des structures communes pour l'asile et le retour. Et il y aura un nouveau mécanisme fort de solidarité.»

9 septembre dernier le camp de Moria. Parmi ces demandeurs d'asile, 9 000 ont été installés dans un nouveau camp provisoire.

Passerell, ASTI, l'ASBL Ryse, Catch a Smile et Lëtz Rise Up poursuivent en soulignant que: «Nous sommes heureux de manifester dans l'un des pays qui

s'est engagé à relocaliser des mineurs non accompagnés du camp de Moria (NDLR: comme la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Finlande, la Belgique, la Slovaquie, la Croatie, le Portugal ou encore la Suisse). Mais il faut aller plus loin car il ne s'agit là que d'une partie des enfants enfermés dans ces camps. Il reste d'au-

tres enfants, des nouveau-nés, des enfants de moins de 10 ans, des adolescents, des femmes et des hommes. Tous restent enfermés à sans perspective ni dignité.» Sergio Ferreira de l'ASTI complète: «Même s'il y a encore des informations contradictoires sur combien de personnes le pays est prêt à prendre, le Luxembourg assume ses responsabilités et une pratique plus en ligne avec ce que nous défendons que d'autres pays, mais peut peut-être faire encore un peu plus.» Une pétition européenne, intitulée «L'incendie du camp de Moria: mobilisons-nous pour une évacuation immédiate», est ouverte à la signature sur change.org (elle a déjà recolté plus de 104 000 signatures à travers toute l'Europe).

Et avant l'annonce de la proposition de la Commission européenne de réforme de l'asile au sein de l'Union européenne (*lire encadré*), les associations rappellent que «des citoyens s'opposent au parcage, à la rétention, à l'assignation systématique d'êtres humains qui n'ont commis ni crime ni délit et qui viennent demander de la protection».



Covid-19: 189 nouveaux cas ce week-end

Le bond des infections au Covid-19 en cours depuis le milieu de la semaine dernière s'est poursuivi ce week-end. Après les 110 nouvelles contaminations annoncées mercredi, les 147 de jeudi et les 177 vendredi, 86 nouveaux cas ont été annoncés samedi et 103 hier. Au total, ce sont désormais 7 917 résidents qui ont été touchés par le coronavirus, depuis le début de la crise sanitaire.

Ces 189 nouveaux cas enregistrés dans le courant du week-end ont été détectés lors des 3 654 tests PCR effectués hier et des 4 669 tests réalisés

samedi. Au total, 780 273 tests ont été effectués depuis le début de la crise.

En revanche, aucun nouveau décès n'a été annoncé au cours du week-end. Le dernier décès date du 16 août. Selon le décompte des autorités sanitaires, le Covid-19 a provoqué la mort de 124 personnes dans le pays.

À noter que le week-end, les autorités ne livrent que trois données brutes du bilan de la crise sanitaire. Donc pour rappel, vendredi, 18 personnes étaient hospitalisées, dont une en soins intensifs.



ÉDITORIAL

de notre journaliste
David Marques
dmarques@lequotidien.lu



Il n'y a plus de mots...

Nicolas Schmit, commissaire européen du Luxembourg, ne mâche pas ses mots. Interrogé sur la catastrophe humanitaire qui se joue sur l'île grecque de Lesbos, l'ancien ministre socialiste fustige le fait que «l'Europe a pris la décision de parquer la grande majorité des migrants dans un pays auquel on verse des milliards d'euros pour qu'il les prenne en charge. On a voulu faire abstraction du problème. Procéder de cette façon ne peut pas fonctionner.» Il est clairement fait allusion à la décision de l'UE de confier à la Turquie la gestion du problème migratoire. En clair: l'Europe a payé pour pouvoir oublier cette tragédie humaine. Le désespoir des réfugiés est cependant plus fort. Ils continuent à mettre leurs vies en danger pour rejoindre les îles grecques. Même si Athènes le nie, les garde-côtes repoussent violemment les migrants vers la Turquie. Des cas où les moteurs des bateaux de fortune ont été détruits sont avérés. Des fa-

milles avec de jeunes enfants se sont retrouvées abandonnées à leur propre sort en pleine mer. Ceux qui ont atteint Lesbos ont été entassés dans des camps où 1 000 personnes doivent se partager un point d'eau. L'embrasement qui s'est produit à Moria n'était qu'une question de temps. Mais la réponse des responsables politiques nous laisse sans mots. Alors que du gaz lacrymogène est pulvérisé sur des familles en pleurs, les 27 ne parviennent pas à s'accorder pour répartir entre eux 13 000 réfugiés. Faut-il rappeler que l'UE compte 500 millions d'habitants? Les arguments pour justifier le blocage sont toujours les mêmes. Les pays de l'Est ont peur d'être envahis par des malfrats, d'autres redoutent que l'accueil d'une frange de réfugiés ouvre les vannes. Les chiffres objectifs démontrent que ces craintes ne sont pas justifiées.

Mercredi, la Commission européenne va présenter un nouveau paquet migratoire. Pour permettre à l'UE de renaître de ses cendres? Rien n'est moins sûr...